



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice **d'information du** territoire

« HUREPOIX » (HURE)

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « HUREPOIX » au titre de la campagne PAC 2025.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « HUREPOIX » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le SIARCE, « Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Rivières et du Cycle de l'Eau », est un syndicat mixte fermé à la carte créé par Arrêté Préfectoral en date du 19 décembre 2016, portant fusion du Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Réseaux et de Cours d'eau, du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Lardy-Bouray-Janville, du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marolles Saint-Vrain, du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de la Juine et du Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole, modifié par arrêté inter-préfectoral du 25 août 2021.

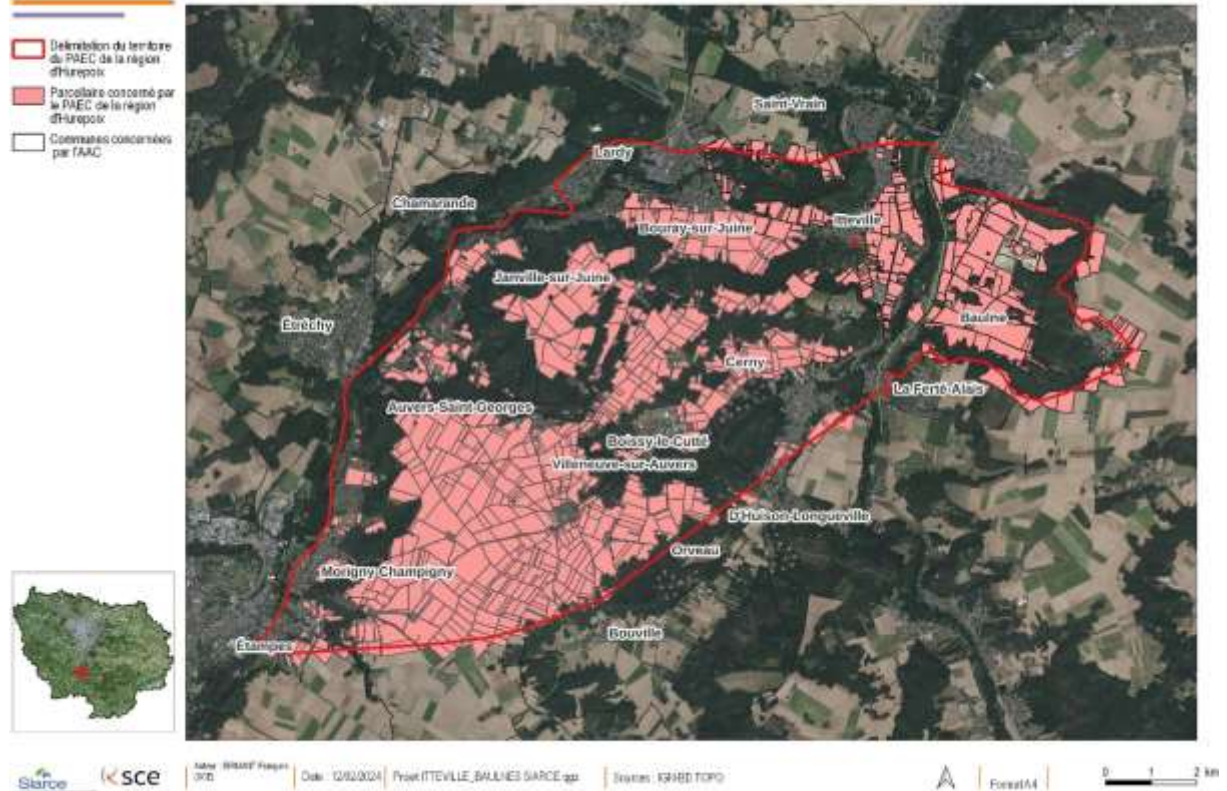
Il regroupe actuellement 83 communes qui appartiennent aux 10 communautés d'agglomération ou de communes adhérentes au Syndicat réparties sur les départements de l'Essonne, de Seine-et-Marne et du Loiret.

En tant qu'acteur et producteur d'eau, le SIARCE est intéressé par le programme « Mesures agro-environnementales et climatiques » pour aider à la préservation de la ressource, notamment sur notre territoire et plus particulièrement sur les AAC de notre prise d'eau, nos forages d'Itteville et de Baulne : l'Essonne et l'eau souterraine.

Du fait de son implantation sur le territoire et de ses compétences en eau (avec la Direction du Petit Cycle de l'Eau) mais également biodiversité (avec le service des cours d'eaux et Milieux aquatiques), le SIARCE est compétent pour la gestion d'un dispositif comme le PAEC et a déjà par le passé géré la partie contractualisation avec les agriculteurs. Pour favoriser une évolution des pratiques agricoles, des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) sont proposées comme outil d'incitation financière. Le territoire du projet agro-environnemental et climatique (PAEC), sur lequel sont proposées ces MAEC, correspond à l'ensemble des AAC de Baulne et Itteville. Ce territoire s'étend sur 115 km², et 22 communes (dont 19 ayant des surfaces agricoles comprises dans le périmètre). Il représente une Surface Agricole Utile (SAU) totale de 5792,56 hectares, répartie sur 81 exploitations.

Projet agro-environnemental et climatique de la Région de l'Hurepoix

Etudes AAC Hurepoix



nom_Commune	insee_commune	Statut
AUVERS-SAINT-GEORGES	91038	Totalement concernée
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	91045	Partiellement concernée
BAULNE	91047	Totalement concernée
BOISSY-LE-CUTTE	91080	Totalement concernée
BOURAY-SUR-JUINE	91095	Totalement concernée
BOUVILLE	91100	Partiellement concernée
CERNY	91129	Totalement concernée
CHAMPCUEIL	91135	Partiellement concernée
D'HUISON-LONGUEVILLE	91198	Partiellement concernée
ETAMPES	91223	Partiellement concernée
LA FERTE-ALAIS	91232	Partiellement concernée
ITTEVILLE	91315	Partiellement concernée
JANVILLE-SUR-JUINE	91318	Totalement concernée
MONDEVILLE	91412	Partiellement concernée
MORIGNY-CHAMPIGNY	91433	Partiellement concernée
ORVEAU	91473	Partiellement concernée
SAINT-VRAIN	91579	Partiellement concernée
VIDELLES	91654	Partiellement concernée
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	91671	Totalement concernée

Tableau 1 : Liste des 19 communes en totalité ou partiellement concernées par l'AAC

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

La Directive cadre sur l'eau est définie par des objectifs d'atteinte du bon état chimique pour les masses d'eau.

Les masses d'eau concernées sur le territoire sont classées en masse d'eau naturelle et l'objectif qui leur est fixé est l'atteinte du bon état en 2027.

Pour les forages d'Itteville et de Baulne, il s'agit principalement de préserver la qualité actuelle de la ressource :

- Maintenir les teneurs en nitrates inférieures à 25mg/L,
- Maintenir la concentration de chaque produit phytosanitaire inférieure à 0.1 µg/L à chaque analyse,
- Maintenir la somme des concentrations de toutes les molécules inférieures à 0.5 µg/L pour chaque analyse.

Pour la prise d'eau de l'Essonne, les objectifs de qualité sont les suivants :

- Ramener les teneurs en nitrate inférieur à 25mg/L
- Assurer une concentration de chaque molécule phytosanitaire inférieure à 0.1 µg/L à chaque analyse,
- Maintenir la somme des concentrations de toutes les molécules inférieures à 0.5 µg/L pour chaque analyse.

Les enjeux environnementaux pour ce territoire sont surtout des enjeux eau avec un objectif de qualité de l'eau de l'Essonne et de nappe comme ressource pour l'alimentation de ces abonnés. Ce territoire présente une certaine diversité d'usage des sols : les terres agricoles couvrent une majorité de la surface totale des AAC, les zones urbaines représentent une part significative et le reste du territoire est couvert par des bois et zones humides, assurant un rôle de « zone tampon ». Les terres agricoles sont dédiées aux grandes cultures (colza, blé, orge etc.). La majorité des exploitations agricoles du territoire sont des exploitations céréalières.

Pour répondre à cet enjeu majeur et pérenniser les actions agricoles, le PAEC de l'Hurepoix aura pour ambition d'adopter une stratégie de développement durable. Ainsi, toute démarche de contractualisation aux MAEC ou de mise en place d'actions complémentaires devra répondre aux 3 exigences suivantes :

Répondre aux exigences environnementales identifiées dans le diagnostic : les MAEC et les mesures complémentaires devront garantir une bonne qualité des eaux et une préservation des zones humides,

Répondre à des exigences économiques dans un contexte agricole évolutif : l'évolution des pratiques doit permettre une meilleure résilience des systèmes agricoles face aux variations climatiques et aux aides allouées via les politiques agricoles,

Répondre à des exigences sociales : l'ensemble des modifications apportées aux systèmes agricoles peuvent également entraîner des modifications de points de vue quant à la gestion des exploitations, redonnant ainsi un intérêt certain au métier par un retour à l'agronomie et l'observation.

Les exploitants du territoire ont des exploitations céréalières de taille importante, supérieure à la moyenne départementale. Les rotations sont principalement de type colza – blé – (orge d'hiver ou de printemps ou blé) basées sur des cultures d'hiver. Les exploitants ont des objectifs de rendement et de qualité (teneur en protéine) induisant une gestion de la fertilisation plutôt sécuritaire. La majorité utilise des outils de pilotage pour ajuster les apports en cours de culture. Néanmoins, des apports trop précoces en sortie d'hiver ou des rendements surestimés entraînent parfois des excédents azotés. Les risques de lessivage d'azote sont importants entre deux cultures d'hiver comme le Blé et l'Orge puisqu'aucune culture intermédiaire ne pompe l'azote excédentaire et la céréale d'hiver absorbe peu d'azote jusqu'en février.

En termes de gestion des traitements phytosanitaires, les exploitants adaptent les interventions au niveau de pression observée, mais certains conservent encore des traitements fongicides ou régulateurs systématiques. Les rotations à base de cultures d'hiver induisent des résistances obligeant à augmenter les désherbages. Notons également que les désherbages d'automne présentent des risques de transfert vers les eaux. Les transferts de produits

phytosanitaires étant en grande partie déterminée par l'intensité du ruissellement, la présence de zones tampons (bois, jachère, ripisylve, bandes enherbées) le long des cours d'eau et dans les zones à forte pente, limite ce phénomène.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Les mesures proposées sont des mesures « systèmes » pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
Terres arables – Grandes cultures (<10UGB)	Eau	IL_HURE_PHY1	Système	MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 1 Réduction progressive de l'IFT herbicides (jusqu'au 30 ^e percentile) Diversification de l'assolement	122 €/ha/an	100% AESN
Terres arables – Grandes cultures (<10UGB)	Eau	IL_HURE_PHY2	Système	MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 2 Réduction progressive de l'IFT herbicides (jusqu'au 20 ^e percentile) Diversification de l'assolement	143 €/ha/an	100% AESN
Terre arables - Grandes cultures (< 10 UGB)	Eau	IL_HURE_PHY3	Système	MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 3 Réduction progressive de l'IFT herbicides pour atteindre le zéro	281 €/ha/an	100% AESN

²Les financeurs possibles des MAEC sont : le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et l'agence de l'eau Seine Normandie (AESN).

				herbicide Diversification de l'assolement		
Terre arables - Grandes cultures (< 10 UGB)	Eau	IL_HURE_PHY4	Système	MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 1 Réduction progressive de l'IFT herbicides et de l'IFT hors herbicides (jusqu'au 30 ^e percentile) Diversification de l'assolement	137 €/ha/an	100% AESN
Terre arables - Grandes cultures (< 10 UGB)	Eau	IL_HURE_PHY5	Système	MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 2 Réduction progressive de l'IFT herbicides (jusqu'au 20 ^e percentile) et de l'IFT hors herbicides (jusqu'au 10 ^e percentile) Diversification de l'assolement	201 €/ha/an	100% AESN
Terre arables - Grandes cultures (< 10 UGB)	Eau	IL_HURE_PHY6	Système	MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 3 Réduction progressive de l'IFT herbicides pour atteindre le zéro herbicide et de l'IFT hors herbicides (jusqu'au 20 ^e percentile) Diversification de l'assolement	306 €/ha/an	100% AESN
Terre arables - Grandes cultures	Eau	IL_HURE_FER6	Système	MAEC Eau - Gestion de la fertilisation - Réduction des pesticides - Grandes cultures Réduction progressive de la pression azotée minérale (-20 %) Respect d'un plafond de Reliquat	212 €/ha/an	100% AESN

				Entrée Hiver (REH) Réduction progressive de l'IFT herbicides (jusqu'au 20 ^e percentile) et de l'IFT hors herbicides (jusqu'au 10 ^e percentile) Diversification de l'assolement Couverture du sol		
--	--	--	--	---	--	--

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « HUREPOIX ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention de différents financements précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

Des plafonds par exploitation et par an ont été définis dans l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2025 de la région Ile-de-France pour certaines MAEC. Ces plafonds sont les suivants :

Enjeu	Mesures	Plafond en €/an
MAEC Climat - Bien-être animal et autonomie alimentaire des élevages	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 1 (HBV1)	12 100 €
	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 2 (HBV2)	17 700 €
	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 3 (HBV3)	23 300 €
MAEC Sol	MAEC Sol Semis direct - Niveau 1 (SOL1)	10 400 €
	MAEC Sol Semis direct - Niveau 2 (SOL2)	15 800 €
MAEC Biodiversité	MAEC Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles (CIFI) pour les surfaces non incluses dans une aire d'alimentation de captages d'eau potable ou une zone Natura 2000	3 260 €

Pour les GAEC totaux le montant maximum des aides défini dans le tableau ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

Ces critères de plafonnement ne concernent pas les mesures proposées dans la présente notice.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Les mesures à enjeux « Eau » sont prioritaires devant les autres enjeux définis sur la région « Climat : bien-être animal », « Sol » et « Biodiversité ».

Pour les mesures à enjeu « climat / bien-être animal », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000
- 3) Niveau d'engagement de la mesure (par ordre décroissant des niveaux)

Au sein de chaque rang de priorité, la priorité est systématiquement donnée aux élevages bovins, ovins et caprins par rapport aux autres types d'élevages éligibles.

Pour les mesures à enjeu « sol », un seul critère de priorisation est fixé et correspond au niveau d'engagement de la mesure concernée (par ordre décroissant des niveaux).

Pour les mesures à enjeu « biodiversité », à l'exception de la mesure « création de couvert d'intérêt faunistique et floristique », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000
- 3) Niveau d'engagement de la mesure (par ordre décroissant des niveaux) le cas échéant.

Pour les mesures à enjeu « biodiversité » de « création de couvert d'intérêt faunistique et floristique », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages souhaitant engager 5 ha ou moins
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000 souhaitant engager 5 ha ou moins
- 3) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages (AAC) souhaitant engager plus de 5 ha, à condition que la totalité des surfaces soient situées en AAC
- 4) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000 souhaitant engager plus de 5 ha, à condition que la totalité des surfaces soient situées en zone Natura 2000.

Au sein de chaque rang de priorité, les nouveaux engagements sont toujours prioritaires.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions

figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures listées ci-dessous (mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux), vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation :

- MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 1 (IL_HURE_PHY1)
- MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 2 (IL_HURE_PHY2)
- MAEC Eau - Herbicides - Grandes cultures 3 (IL_HURE_PHY3)
- MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 1 (IL_HURE_PHY4)
- MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 2 (IL_HURE_PHY5)
- MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 3 (IL_HURE_PHY6)
- MAEC Eau - Herbicides – cultures légumières plein champ 1 (IL_HURE_FER6)

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

SIARCE - Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Rivières et du Cycle de l'Eau
58-60 rue Fernand Laguide
91100 Corbeil-Essonnes

Nous vous proposons d'étudier avec vous la possibilité de vous engager dans une de ces mesures (simulations, diagnostics, conseils...) :

Fidel CONGO
01 60 89 85 96
f-congo@siarce.fr

François BIRMANT
06 75 89 78 54
francois.birmant@sce.fr

Vous pouvez également contacter le correspondant MAEC de la DDT de votre siège d'exploitation :

ESSONNE :
Fanny MORLAT
Mail : fanny.morlat@essonne.gouv.fr
Tel : 01 60 76 34 14
Adresse : Boulevard de France – 91012 Evry-Courcouronnes

Si votre siège d'exploitation est situé hors de la région Île-de-France, vous pouvez contacter votre DDT aux coordonnées habituelles.

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>